

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels


**COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 36<sup>e</sup>**

SÉANCE

Mardi 29 janvier 1952, à 15 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

## SOMMAIRE

Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce :	Page
b) Rapatriement des enfants grecs ; rapports du Secrétaire général et des organisations internationales de la Croix-Rouge (A/1848, A/1932, A/1933, A/AC.53/L.44, A/AC.53/L.51) [suite].....	297

Président : M. Selim SÄRPER (Turquie).

## Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce : b) Rapatriement des enfants grecs ; rapports du Secrétaire général et des organisations internationales de la Croix-Rouge (A/1848, A/1932, A/1933, A/AC.53/L.44, A/AC.53/L.51) [suite]

[Point 19\*]

1. M. MAKIEDO (Yougoslavie) souligne que le problème que discute la Commission est d'ordre purement humanitaire et ne doit pas être utilisé à des fins politiques.

2. La Yougoslavie, inspirée par les mêmes motifs qui l'avaient primitivement conduite à donner asile aux réfugiés grecs, fait maintenant tout ce qui est en son pouvoir pour rendre les enfants grecs à leurs parents. En exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur la question, la Yougoslavie, avec l'aide de sa Croix-Rouge nationale et en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, a, depuis novembre 1950, renvoyé en Grèce 385 enfants et pris des dispositions pour permettre à soixante autres enfants de rejoindre leurs parents en Australie, au Canada ou en France.

3. Il y avait cependant bien des difficultés à surmonter, notamment lorsque parents et enfants se trouvaient dans des pays différents. En Yougoslavie se trouvaient 7.600 enfants grecs vivant avec leurs parents et plus d'un millier d'autres enfants qui avaient été placés dans des *homes* pour enfants et qui n'avaient pas de parents ou dont les parents vivaient dans d'autres pays, notamment en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie et en Pologne. Pour ceux qui appartenaient à cette dernière catégorie, il surgissait des difficultés particulières comme, par exemple, lorsque le Comité d'aide aux enfants grecs, à Budapest, et la Croix-Rouge tchécoslovaque ont demandé à la Croix-Rouge yougoslave de leur remettre 1.470 enfants avant octobre 1951. Dans 911 cas, aucune mention n'était faite de l'identité des parents des enfants, et il n'a pas été possible d'obtenir les originaux des demandes individuelles. Malgré l'intervention de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du

Comité international de la Croix-Rouge, et en dépit de demandes répétées de la Croix-Rouge yougoslave, aucun des pays en cause n'a envoyé de nouveaux renseignements jusqu'au moment où, immédiatement avant la session de l'Assemblée générale, la délégation de l'URSS a fait parvenir au Secrétaire général, pour communication au représentant permanent de la Yougoslavie, les photocopies de 83 demandes émanant de parents d'enfants grecs vivant en Tchécoslovaquie. Bien que ces demandes ne remplissent pas les conditions voulues, la Croix-Rouge yougoslave a pris les dispositions nécessaires pour établir l'identité des enfants, et elle a communiqué au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies les résultats de ses recherches.

4. Quelques semaines auparavant, la Croix-Rouge yougoslave avait reçu de la Croix-Rouge hongroise les photocopies de 38 demandes, dont 29 concernant des enfants et 9 relatives à des réfugiés adultes. Toutes ces demandes étaient écrites et signées par la même personne, aucun certificat de parenté n'y était joint, et elles n'avaient pas été certifiées par les autorités compétentes. Le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ont été informés par la Croix-Rouge yougoslave qu'elle ne pourrait agir sur le vu de demandes aussi irrégulières et la présentation de demandes régulières a été requise.

5. En 1949, la Croix-Rouge yougoslave a essayé d'organiser le transfert en Tchécoslovaquie de 440 réfugiés, principalement des enfants grecs dont les parents vivaient dans ce pays. Le Gouvernement tchécoslovaque n'a pas répondu à la demande faite pour obtenir les visas d'entrée indispensables.

6. Par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge à Genève, le Gouvernement yougoslave a adressé aux gouvernements intéressés des listes de noms d'enfants grecs dont les parents vivaient en Yougoslavie et qui se trouvaient sur leur territoire ; ces listes visaient 32 enfants en Albanie, 4 en Bulgarie, 646 en Hongrie, 532 en Pologne et 536 en Roumanie. La Yougoslavie n'a reçu aucune réponse.

7. La Yougoslavie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour aider les enfants grecs sans foyer, et elle a consenti des sacrifices matériels considérables pour assurer leur bien-être. En exécution des résolutions de l'Assemblée générale, la Yougoslavie s'est mise en devoir de les renvoyer à leurs

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale

parents ou à leurs tuteurs. Au contraire, les autres pays de l'Europe orientale, non seulement mettent tous les obstacles possibles au rapatriement de ces enfants, mais encore font de cette question un instrument de propagande politique contre la Yougoslavie.

8. M. COHEN (États-Unis d'Amérique) témoigne à la Commission permanente pour le rapatriement des enfants grecs, au Secrétaire général et au Comité international de la Croix-Rouge la reconnaissance de son gouvernement. Il se rend compte des grandes difficultés que ces organismes rencontrent dans l'accomplissement de leur tâche, et il sait apprécier les résultats qu'ils ont déjà pu obtenir. Il est convaincu que l'on pourrait trouver une solution au problème dans le sens indiqué par le projet de résolution de la République Dominicaine (A/AC.53/L.51), et il exprime donc l'espoir que la Commission adoptera ce projet de résolution.

9. Le représentant des États-Unis fait appel à tous les intéressés pour qu'ils traitent du problème avec patience et persistance et fait observer que d'ores et déjà la Yougoslavie coopère de façon significative en vue de rapatrier les enfants grecs qui se trouvent sur son territoire. Il espère que la Tchécoslovaquie suivra cet exemple et qu'il sera finalement possible d'amener les autres États intéressés à collaborer à la solution d'un problème qui préoccupe grandement tous ceux qui considèrent la famille comme l'unité fondamentale de la société, ce qui a été reconnu par

tous les Membres lorsqu'ils ont approuvé les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

10. M. MEADE (Royaume-Uni) dit que la question des enfants grecs préoccupe vivement l'opinion publique dans son pays. Il est souhaitable d'aboutir rapidement à une solution, car ces enfants ont déjà été trop longtemps séparés de leurs familles. M. Meade rend hommage aux efforts que la Commission permanente, le Comité international de la Croix-Rouge, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et le Secrétaire général ont déployés pour tenter de résoudre le problème.

11. Il estime satisfaisantes les mesures actuellement prises par la Yougoslavie, et il espère que l'on peut y voir une preuve du fait que le problème ne présente pas des difficultés insurmontables. M. Meade ne voit pas pourquoi les organisations nationales de la Croix-Rouge n'établiraient pas, dans les pays qui hébergent des enfants grecs, des listes d'enfants et de parents, en collaboration avec le Comité international et la Ligue.

12. La délégation du Royaume-Uni votera pour le projet de résolution de la République Dominicaine.

13. Le PRÉSIDENT déclare close la liste des orateurs.

La séance est levée à 16 h. 5